



CRIMÉE : LE DÉFI LANCÉ À L'EUROPE

Le retour brutal d'interrogations géopolitiques n'est pas une bonne nouvelle pour l'Union Européenne qui sort doucement d'une grave crise économique et financière.

Elles peuvent compliquer la vie et les politiques des institutions communes qui seront toutes renouvelées au cours de l'année 2014. A ses frontières, la Russie renoue avec les conquêtes territoriales, plongeant l'Ukraine dans la division et la récession. Les conséquences économiques de cette transgression ne sont pas moins importantes que ses effets géopolitiques.

Les événements de Maidan étaient une vraie révolution, provoquée par l'échec de la « dé-soviétisation », la « kleptocratie » oligarchique poussée jusqu'aux extrêmes et l'incapacité des élites ukrainiennes à administrer un Etat de 45 millions d'habitants qui n'a cessé de connaître de terribles épreuves (grande famine organisée par Staline dans les années 30, guerre dévastatrice sur son territoire, occupation soviétique, catastrophe de Tchernobyl), malgré d'incontestables atouts agricoles et industriels. Cette révolte n'a pas été provoquée de l'extérieur, était largement prévisible et a pris de court des Européens heureux qu'un peuple de plus sur le continent souhaite se rapprocher du modèle européen de démocratie et d'état de Droit.

L'offre de « partenariat oriental », soutenue par les ex-démocraties populaires aujourd'hui membres de l'Union, qui avait finalement emporté l'accord peu enthousiaste des autres Etats membres, a cristallisé la crise en s'instituant en alternative à l'Union douanière eurasiatique que la Russie tentait avec peine d'offrir à son voisinage.

Cette dernière a pris conscience tardivement de la réalité que constitue désormais l'Union Européenne. Frontalier de la première puissance économique et commerciale et du plus grand marché de consommation du monde, le voisinage russe n'a pas cessé d'être attiré par cette proximité au point de se déliter aux yeux de dirigeants qui raisonnent encore selon des principes assez archaïques dans lesquels

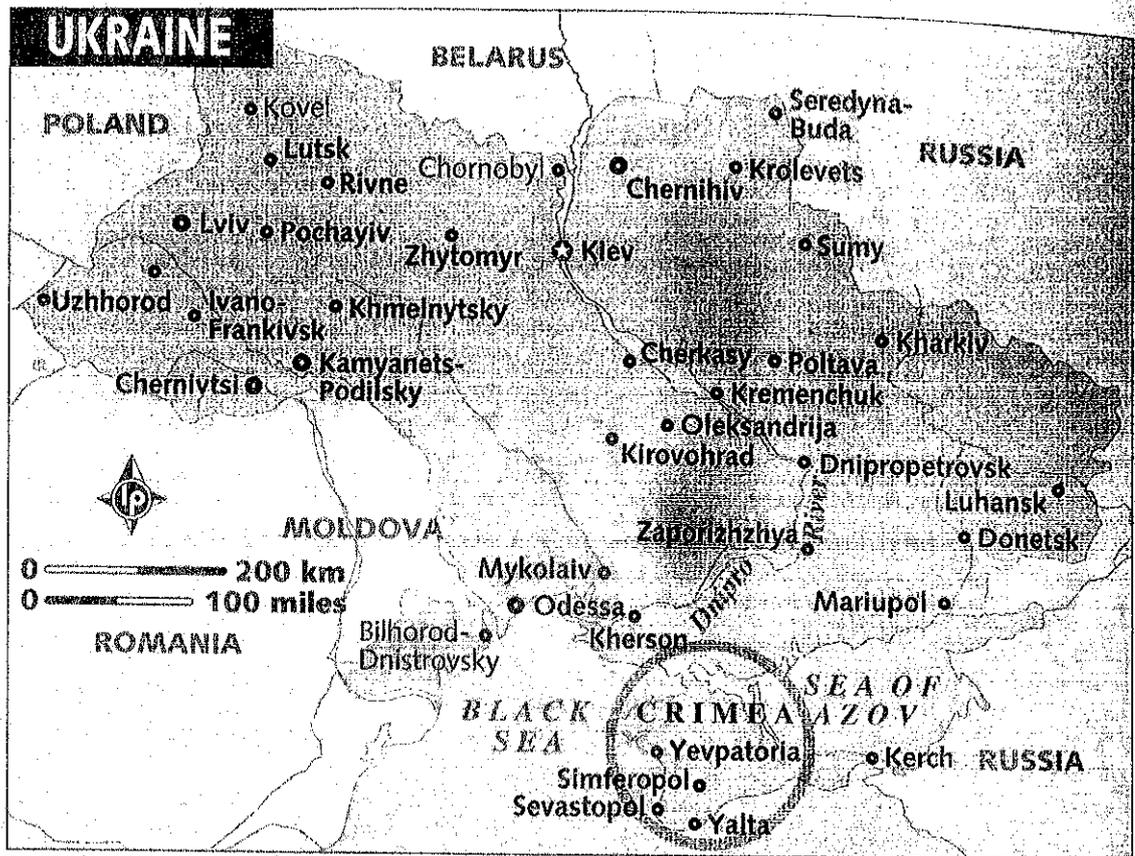
seuls comptent les rapports de forces. Ils avaient cru que l'OTAN restait leur premier ennemi ; ils ont découvert que l'Union Européenne et son *soft power* était bien plus dangereux dans un monde relativement ordonné et respectueux des règles.

L'Union Européenne aurait certainement dû – peut-être certains Etats membres seulement – prendre l'initiative de simultanément sortir de l'ornière les négociations avec la Russie relatives à la reconduction de l'accord de partenariat qui date de 1994. Celles-ci ont échoué à plusieurs reprises sur la question des droits de l'Homme et de la protection des investissements.

Mais la crise ukrainienne s'est surtout traduite par l'annexion de la Crimée, une violation inédite sur le continent depuis le second conflit mondial des frontières d'un Etat, au demeurant reconnues par plusieurs traités régionaux (acte final de la Conférence d'Helsinki - 1^{er} août 1975, Traité de Minsk - 8 décembre 1991), garanties par les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, dans le « mémorandum de Budapest » (5 décembre 1994), qui organisait la dénucléarisation de l'Ukraine, mais aussi par plusieurs traités et accords bilatéraux signés par la Russie et par la Charte de l'ONU (art.2 §4) qui fonde le principe de l'inviolabilité des frontières, du respect de l'intégrité territoriale et de l'interdiction du recours à la force dans les relations entre Etats.

Les arguments utilisés par le Président russe pour justifier cette conquête territoriale (défense de minorités linguis-





tiques, histoire, liens culturels) rappellent les pires époques de l'histoire européenne et marquent un profond changement de la diplomatie russe.

Comme à l'accoutumée, les plus virulentes critiques contre la réponse européenne sont venues de l'intérieur. Sa naïveté prétendue, son absence présumée de stratégie, la faiblesse de ses réponses ont été regrettées. Pourtant, à y regarder de plus près, son attitude et ses réponses ne méritent pas autant de critiques.

Elle seule, par la présence des Ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais, a pu faire cesser le bain de sang qui s'annonçait à Maidan. A peine signé, y compris par l'envoyé russe, l'accord du 21 février qui organisait une transition démocratique jusqu'à une élection présidentielle régulière, a été réduit à néant par la fuite de Ianoukovitch. Le vide du pouvoir ainsi constaté devait conduire au chaos, dont il ne faut pas exclure qu'il demeure un but politique russe. L'occupation de la Crimée par des moyens nouveaux d'infiltration de forces spéciales sans pavillon permettait d'éviter une confrontation ouverte, tout en s'emparant illégalement d'un territoire.

En cette année de célébration du centenaire du déclenchement de la Grande Guerre, la réponse diplomatique et « ouverte » des Européens n'est pas la plus malhabile

Un engrenage fatal aurait pu facilement s'enclencher alors, ramenant le spectre de la guerre sur le continent.

La diplomatie, avec ses faiblesses et ses atouts, a imposé la mesure. On peut se gausser des sanctions décidées par les Européens, qui sont coordonnées mais différentes de celles des Américains. Mais y avait-il d'autre réponse intelligente ?

De surcroît, les Européens ne se sont pas divisés dans la réponse diplomatique. Certains, qui ont vécu l'horreur du totalitarisme stalinien, sont évidemment favorables à des réponses plus fortes. D'autres, qui ont vécu la réalité de la guerre sur le front de l'Est et sont guéris des conflits, ont tendance à temporiser. Mais les réponses européennes ont été unitaires et proportionnées. C'est un progrès. Les Européens ont appris de leur passé à éviter certaines erreurs. Ce n'est, d'ailleurs, qu'à la fin de la crise présente qu'on pourra identifier clairement qui en est le vainqueur.

La certitude est que la question russe est de retour. Face à une Russie instable et menaçante à nos frontières, trois leçons peuvent être tirées. Les dividendes de la paix ont été engrangés au-delà du raisonnable et les Européens ne peuvent plus faire l'économie d'un nouvel effort de Défense, seule condition d'une politique étrangère plus crédible. Certains Etats membres l'ont déjà décidé. D'autres suivront.

On mesure au passage la réassurance que donne la possession de l'arme nucléaire, ultime garantie contre de trop rapides « montées aux extrêmes » de conflits susceptibles de dégénérer.

La fin de la récession américaine bien plus que le « pivot stratégique » déviant, « l'axe » de l'Europe, que la Démocratie de l'Europe est désormais, d'abord, son propre problème.

L'OTAN aura eu comme effet d'améliorer l'interopérabilité des armées européennes ; elle ne saurait être l'unique réponse aux nouveaux agissements russes. Une vraie stratégie diplomatique européenne autonome, vraisemblablement initiée par la France et l'Allemagne, est seule à même d'établir peut-être avec la Russie des relations stables et un mode opératoire qui évitera de nouvelles aventures de sa part. Elle ne devra pas se contenter de déclarations d'intentions, mais savoir aussi, par des décisions concrètes, montrer sa détermination à se mettre en état de faire échec à de nouvelles agressions.

Enfin, le *soft power* européen ne doit pas être sous-estimé. Il doit même être renforcé et plus agressif. Le déferlement outrancier de la propagande russe dans la présente crise doit être contré, car il est efficace jusque chez nous où se manifestent chaque jour de nouveaux « compagnons de route ». L'Union Européenne peut aussi utiliser ses moyens à rétablir l'objectivité de l'information en finançant des médias indépendants, à faciliter la circulation de celle-ci par une stratégie de visas intelligente et ouverte.

L'Europe gagnerait beaucoup à faire davantage connaître la réalité de son organisation sociale et politique, ses libertés, ses solidarités. Ses élites auraient avantage à cesser de la dénigrer en permanence pour en faire une force plus conforme à son pouvoir d'attraction. L'information peut devenir pour elle une arme des plus efficaces.

A ses frontières, l'Union ne peut plus se contenter de n'offrir que l'adhésion ; elle a besoin d'une véritable politique étrangère sur le continent, en attendant

une politique de Défense commune, dont les perspectives restent lointaines, mais la nécessité de plus en plus impérieuse.

2014 est l'année du renouvellement de toutes les institutions européennes

C'est le moment d'une lente et difficile sortie de crise pour l'Europe. C'est enfin aussi une période où les doutes et les imperfections de la construction communautaire trouvent une expression eurosceptique forte. C'est donc une opportunité exceptionnelle de tracer une feuille de route claire et impérieuse pour les institutions communes. La stabilisation à long terme du continent européen, comme l'extension de la Démocratie et de l'état de Droit, doivent rester des buts de politique étrangère de l'Europe, mais elles ne doivent pas faire abstraction des rapports de forces. La définition des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre est urgente.

La pression russe continuera à se faire sentir aux frontières de l'Union et nous aurons d'autres crises avec la Russie. Pour éviter que l'annexion de la Crimée ne crée un précédent, les Européens doivent réviser leurs modes de pensée et d'action, faire preuve certainement de la plus extrême fermeté, mais aussi lancer une initiative diplomatique envers la Russie qui combine l'imagination et l'audace. Cela exige un véritable leadership venant de chefs d'Etat et de Gouvernement déterminés et courageux, capables de faire partager par leurs citoyens une véritable vision de l'avenir et pas forcément à 28. Dans ce cas, l'Europe saura éviter le pire avec la Russie, imposer des solutions diplomatiques conformes à l'intérêt commun de tous les acteurs sur le continent. La responsabilité en incombe d'abord aux Etats membres et non aux institutions communes. ←